

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ERNEST BERTRAND

**Essai sur la moralité comparative des diverses classes de la population
et principalement des classes ouvrières (suite et fin)**

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 310-313

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__310_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

6 VI.— *Essai sur la moralité comparative des diverses classes de la population et principalement des classes ouvrières.* (Suite et fin).

Au point de vue de leur rapport avec la moralité publique ou privée on peut diviser les *contraventions* en trois séries.

Les contraventions qui ont pour objet la propreté et la salubrité publiques, la voirie et la plupart des règlements administratifs ne touchent aux mœurs que par l'influence qu'elles peuvent avoir sur l'ordre, la mesure et la régularité dans les habitudes de la vie ordinaire.

D'autres contraventions, telles que celles qui concernent l'ouverture des cabarets et autres lieux publics, l'oubli dans les rues, pendant la nuit, d'instruments de nature à servir aux gens mal intentionnés, les jeux de loterie et de hasard sur la voie publique, etc., etc., intéressent moins la moralité proprement dite qu'elles ne s'appliquent aux moyens de moralisation. Ceux qui les commettent peuvent ne pas se rendre coupables d'actes réels d'immoralité, mais ils favorisent l'immoralité en la provoquant.

Enfin il y a des contraventions qui constituent des atteintes directes soit à la sécurité des personnes, soit à leurs biens, et qui supposent un certain degré d'immoralité. Telles sont les pâturages sur le terrain d'autrui, les maraudages, les voies de fait, les violences, les injures, etc.

Pour évaluer la moralité relative des différentes classes et la résistance qu'elles peuvent opposer aux moyens de moralisation, il n'est pas sans utilité de connaître dans quelles proportions chacune d'elles commet des contraventions, ces contraventions ne fussent-elles que d'ordre public; car, si ces dernières ne sont pas le résultat de quelques vices caractérisés, elles sont au moins l'indice d'un penchant fâcheux à s'affranchir des règles sans lesquelles la vie en société deviendrait pénible ou dangereuse, sinon impossible. Malheureusement les statistiques criminelles ne donnent pas plus pour les contraventions que pour les délits les professions des délinquants. Depuis 1849, sans qu'on puisse s'en expliquer le motif, elles ne donnent plus la distinction des contraventions, elles se bornent à en constater le nombre, ce qui est insuffisant.

Du relevé que j'en ai fait, il résulte que, dans les cinq années écoulées de 1831 à 1842, la moyenne annuelle des condamnations pour contraventions a été de 222,226. De 1843 à 1847, cette moyenne s'est élevée à 290,018. En 1848, le chiffre des condamnations est tombé à 147,452; il est remonté à 233,750 en 1849, et en 1850, il a atteint 306,381. Si l'on fait abstraction de l'année 1848 dans laquelle la répression a été suspendue par les événements politiques et de l'influence de la même cause sur la répression en 1849, on voit que le chiffre des contraventions tend à augmenter dans une progression assez rapide. Il ne serait pas sans intérêt pour le législateur de savoir sur quels faits porte l'augmentation.

Les contraventions ne se prêtent guère à un classement par profession. Les seules qui aient un caractère nettement défini sont les contraventions rurales, et la plupart d'entr'elles ont une gravité incontestable qui les rapproche des délits. A cet égard, elles sont un des éléments d'appréciation les plus importants de la moralité des classes agricoles, et il est à regretter que, depuis 1849, les statistiques criminelles n'en fassent plus mention.

Voici le tableau de ces contraventions :

Contraventions rurales.

	Nombre moyen annuel.		
	De 1838 à 1842.	De 1843 à 1847.	1848.
Pâturage sur le terrain d'autrui.	18,124	21,502	11,028
Passage.	16,010	17,659	9,145
Maraudage	6,788	7,694	5,013
Glanage.	4,981	6,691	3,662
Dégradations et usurpations de chemins publics.	3,161	4,191	1,941
Délits dans les bois des particuliers. . . .	3,405	4,063	3,129
Parcours et vaine pâture	4,511	5,853	2,884
Fruits cueillis et mangés sur place	2,464	4,281	2,182
Bans de vendange (infractions aux). . . .	1,335	3,214	2,311
Domages aux fruits et récoltes	1,798	2,030	1,002
Enlèvement de terres dans les commu- naux	664	819	481
Contraventions rurales diverses.	3,126	4,141	1,806
Totaux.	66,367	82,138	44,584

La contravention rurale la plus fréquente est le *pâturage sur le terrain d'autrui*, et on ne peut en méconnaître la gravité, car avant la réforme du code pénal, en 1832, elle constituait un délit toutes les fois que le dommage excédait 15 francs. Le *maraudage* doit être également signalé, car c'est un véritable vol, puni dans l'ancienne législation du fouet et même de la flétrissure et du bannissement. On a constaté jusqu'à 7,694 maraudages, par an, et encore ce nombre serait-il singulièrement dépassé si la police rurale était bien faite, et si, le plus souvent, les poursuites n'étaient prévenues par des transactions. C'est pour ce double motif que les délits commis dans les bois des particuliers ne s'élèvent au maximum qu'à 4,000, tandis que les délits constatés dans les bois de l'État montent à plus de 80,000, bien que la superficie de ces derniers soit moindre de 50,000 hectares (300,000 hectares au lieu de 350,000). Pour les autres contraventions, la disproportion entre le chiffre des poursuites et le nombre réel des infractions, sans égaler celle que nous venons de constater, n'en est pas moins très-considérable.

En adoptant seulement le chiffre de 82,138 comme représentant la totalité des contraventions rurales, les classes agricoles compteraient un délinquant par 230 individus de tout âge et de tout sexe, et comme on peut leur attribuer au minimum un chiffre égal de contraventions ordinaires, on peut affirmer que dans les contraventions en général, il y a dans ces classes un délinquant par 115 personnes.

Pour les classes manufacturières, on ne peut constater qu'une seule espèce de contravention d'une nature spéciale, et encore cette contravention leur est-elle commune avec les ouvriers des arts et métiers, c'est l'infraction à la loi des livrets. Avant 1848, le chiffre moyen annuel de ces contraventions ne dépassait pas 175.

Aucun document ne me permet d'évaluer dans quelle proportion ces deux catégories d'ouvriers contribuent aux autres contraventions, mais il résulte de renseignements qui m'ont été donnés par les commissaires de police des principales villes manufacturières que les ouvriers de la grande industrie sont rarement poursuivis devant les tribunaux de simple police. Les ouvriers des arts et métiers y sont appelés plus fréquemment, surtout pour rixes, tapage nocturne et injures; ils ont

aussi à répondre de contraventions à quelques règlements professionnels, toutefois le nombre en est peu considérable, et il n'est pas douteux qu'ils donnent un chiffre moins élevé que les classes non ouvrières auxquelles s'appliquent la plupart des arrêtés de police locale.

Il résulterait de là que, pour les contraventions, comme nous l'avons déjà établi pour les délits, ce sont les classes agricoles qui atteignent le chiffre le plus élevé, tandis que les classes manufacturières sont, sous ce rapport, au bas de l'échelle, et dépassent, en moralité, les ouvriers des arts et métiers et les classes non ouvrières.

Cette supériorité morale des ouvriers manufacturiers, en ce qui regarde les délits et contraventions, mérite d'être remarquée; déjà nous avons vu que, pour les crimes, ces ouvriers et surtout ceux de la grande industrie occupaient une place moyenne entre la classe agricole et les ouvriers des arts et métiers; il n'y a donc rien de vrai dans cette conclusion que ce serait au développement de l'industrie qu'il faudrait attribuer l'accroissement des infractions pénales, et nous appuyons d'autant plus sur la gravité de l'opinion à laquelle notre étude nous a conduits, que l'opinion contraire avait jusqu'ici généralement prévalu, et qu'elle avait fini par être mise au nombre des vérités acquises qu'il n'est plus permis de contester.

« Les tableaux comparatifs des dix départements les plus industriels de la France et de ceux qui paient le moins de patentes, disait M. de Morogues dans son ouvrage sur *La misère des ouvriers*, démontrent d'une manière effrayante l'influence de l'industrie patentable sur la population ouvrière. Ils prouvent péremptoirement que, dans nos dix départements les plus industriels, où, en cinq ans, il a été payé 49,066,773 francs de patentes, ce qui donne 10,351 francs par mille habitants, il y a un accusé de crime contre les propriétés sur 3,132 habitants et un suicide sur 7,603, tandis que dans les dix départements les moins industriels de la France, qui, réunis ensemble, n'ont payé en cinq ans que pour 3,491,555 francs de patentes, ce qui ne fait que 1,018 francs par mille habitants, il n'y a eu qu'un accusé de crime contre les propriétés sur 9,476 habitants. Comment, après une démonstration mathématique aussi évidente, pourrait-on encore douter de la supériorité morale de la situation des masses dans les pays agricoles, relativement à celle où elles sont placées dans les pays industriels? »

Quoique M. de Morogues ne le dise pas en termes formels, il est évident qu'il attribue la fréquence des crimes à la population industrielle. C'est ainsi que l'ont compris tous les publicistes et tous les économistes qui, depuis M. de Morogues, ont adopté cette conclusion sans la discuter. Elle a même servi de base à un grand nombre de théories et de projets; et je ne doute pas qu'au premier énoncé de l'opinion contraire, on ne l'accueille comme un paradoxe.

Les faits constatés par M. de Morogues, considérés en eux-mêmes, sont exacts, mais il ne peut en dire autant de la conclusion à laquelle conduit la manière dont ils sont présentés.

De ce que deux faits se produisent simultanément au milieu d'un grand nombre de faits inconnus, on ne peut ni légitimement ni logiquement conclure que l'un est la cause de l'autre. L'erreur provient ici de ce que ce savant n'a vu dans les départements qu'il cite que des populations agricoles et des populations industrielles, et de ce qu'il n'a pas tenu compte des ouvriers des arts et métiers, des classes non ouvrières et de ces populations déclassées qu'avec les statistiques officielles nous avons désignées sous le nom de *gens sans aveu*.

Ainsi que nous l'avons démontré, c'est dans ces diverses fractions de la population que M. de Morogues, s'il ne les eût pas négligées, eût trouvé les auteurs du plus grand nombre des crimes et des délits. C'est dans les départements riches que ces classes sont les plus nombreuses, et comme c'est aussi dans ces départements que les patentés sont les plus nombreux, il ne faut pas s'étonner si l'élévation du nombre de crimes correspond à l'élévation du chiffre de patentes; or, aucun de ces faits n'autorise directement à conclure à une influence quelconque de l'industrie sur l'immoralité des populations (1).

En nous plaçant au point de vue de la loi pénale, nous sommes arrivés à la fin de notre tâche, car nous croyons avoir réussi à déterminer, à l'aide de chiffres certains, la moralité des diverses classes de la société; mais en dehors de la loi pénale il y a la loi morale, moins redoutée peut-être, mais plus sévère dans ses prescriptions.

Les lois de la statistique nous ont obligés de nous en tenir au premier point de vue, ce n'est pas à dire pourtant qu'on ne puisse y avoir recours, dans une certaine mesure, pour évaluer le degré de moralité dans la vie privée... Il est vrai que les causes des délits et des crimes sont multiples, et qu'on ne peut pas toujours les trouver dans les vices qui constituent l'immoralité dans la vie privée; mais pour tout homme qui a pu étudier les coupables, il est démontré que c'est l'habitude du vice qui multiplie les infractions à la loi pénale, on peut donc admettre la réciproque et affirmer que la multiplicité des infractions à la loi pénale, est l'indice certain d'un relâchement dans la moralité de la vie privée.

L'augmentation des crimes et délits ne marche jamais sans le cortège des vices qui les ont préparés, et il faudrait que toute notion de justice et de moralité ait été méconnue par le législateur pour qu'il fût possible que les classes où il se commet le plus de crimes et de délits fussent les plus morales, et que les mœurs les plus dépravées appartenissent, au contraire, à ceux qui en commettent le moins.

Trois vices principaux : l'improbité, le libertinage, l'intempérance, résument l'immoralité dans la vie privée. Ces trois vices sont les sources principales des crimes et des délits, et c'est dans le développement de ces vices dans les diverses classes de la population que j'ai étudiées, qu'il faut chercher l'explication des différences que j'ai constatées dans le nombre des crimes et des délits qui leur appartiennent. L'influence des professions n'est que secondaire, et il n'est peut-être pas inutile, en terminant, et pour prévenir toute interprétation erronée, de rappeler que le travail, en lui-même et quel qu'il soit, est essentiellement moralisateur. Les professions n'agissent sur la moralité qu'en facilitant le développement de certains vices et en multipliant les infractions à la loi pénale en procurant les moyens de les commettre.

Ernest BERTRAND.

(1) Dans un mémoire sur *l'Application de la statistique à la recherche des causes des faits sociaux* inséré dans ce journal (1861 — page 128), j'ai déjà démontré le danger du mode de preuve qui consiste à grouper les départements suivant l'ordre croissant ou décroissant des chiffres constatant un certain fait, et, selon que ces départements sont agricoles ou manufacturiers, à en tirer la conséquence que c'est à l'agriculture ou à l'industrie que la fréquence de ce fait doit être attribuée. J'ai en même temps prouvé que l'industrie et l'agriculture n'ont aucune influence bien caractérisée sur le nombre des suicides. Cette dernière observation se rattache, dans une certaine mesure, à la moralité des populations ouvrières, mais il me paraît inutile de reproduire ici ce que j'ai dit dans le mémoire précité.